

C'est pourquoi, nous, les députés cécédistes et tous ceux qui font partie de notre mouvement d'un bout à l'autre du pays, croyons que ces pipe-lines devraient être étatisés. Je tiens à dire, monsieur l'Orateur, que le parti que je représente ne favorise pas l'étatisation pour le plaisir d'étatiser. (*Exclamations.*) J'entends des exclamations. Très bien, messieurs, si vous voulez tirer un avantage politique de cette affaire, moi aussi j'en puis faire de l'obstruction. Mais il ne s'agit pas d'en tirer un avantage politique. J'énonce simplement un fait. Nous savons très bien que dans la situation actuelle du pays et dans l'état d'esprit où se trouvent nos gens, il se passera quelque temps avant que notre pays se socialise complètement. Nous le savons tout aussi bien que les honorables vis-à-vis. Nous reconnaissons que, pendant quelques années encore, l'entreprise privée jouera un rôle bien défini. On aura remarqué que j'ai parlé d'entreprise privée et non pas de libre entreprise, car cette dernière n'existe plus depuis quelques années.

L'entreprise privée a un rôle à jouer dans l'économie canadienne. Nous en convenons, mais dans un domaine particulier de l'activité économique au Canada, le principe socialiste de l'étatisation de l'industrie devra être appliqué. Ce domaine est celui des services d'utilité publique. Dans le cas de la présente mesure, il s'agit d'un tel service. Le pétrole qui sera transporté hors de l'Alberta au moyen de ces pipe-lines a un rapport tout particulier avec le principe dont s'inspire le gouvernement actuel de cette province, c'est-à-dire avec la doctrine du créditisme. Si le crédit social a quelque signification, ce dont doutent plusieurs membres de la Chambre, il sous-entend le capital libre de dette. Je dois dire aux députés qui siègent à ma gauche que, dans les circonstances actuelles, alors que le gouvernement albertain a été favorisé par le sort à plus d'un point de vue et qu'il nage dans l'abondance, ce gouvernement aurait une excellente occasion d'établir un pipe-line libre de dette.

Pour cela, il lui faudrait, bien entendu, appliquer quelques-uns des principes que notre parti préconise. Il aurait à construire ce pipe-line pour le peuple, à même les deniers publics et pour le service du peuple, sans qu'aucun intérêt soit versé sur des capitaux empruntés. C'est un point que les créditistes devraient prendre immédiatement en considération. Pour créer une monnaie libre de dette, il faudrait établir des industries qui n'enrichissent pas les capitalistes, surtout les banquiers et les administrateurs de sociétés, à même le sang, les sueurs et le labeur de la population de l'Alberta, de celle de la Colombie-Britannique ou de celle de la Saskatchewan.

J'ai dit que je serais bref et j'entends tenir ma promesse. Nous approuvons sans réserve le principe suivant lequel la collectivité doit être propriétaire des entreprises d'utilité publique. Jamais n'avons-nous eu depuis quelques années plus belle occasion de servir le public que celle que nous offre l'aménagement de ce pipe-line. Nous pouvons éviter de l'aménager au profit exclusif de quelques particuliers. Le présent projet de loi n'est pas le seul qui ait trait aux pipe-lines. Dans certains de ces bills, on propose le transport du pétrole directement de l'Alberta aux États-Unis pour l'approvisionnement de grandes villes américaines qui peuvent soutenir avec tant d'avantage la concurrence canadienne.

Après coup, on a pourvu dans un projet de loi à l'aménagement de lignes d'approvisionnement jusqu'à la ville que j'habite, Vancouver. La population de Vancouver-Centre ne trahira pas les intérêts des autres citoyens de la Colombie-Britannique ni de ceux de l'Alberta simplement parce que les capitalistes lui accordent cette faveur. Je veux entrer en possession de ce qui m'appartient. Je tiens à ce que mes collègues le sachent. Je parle au nom de mes mandants et je sais qu'ils m'appuieront sous ce rapport. S'il faut absolument installer des pipe-lines, qu'ils desservent ceux qui en ont le plus grand besoin. Que ces pipe-lines suivent le tracé le plus profitable afin que toute notre population puisse utiliser ce pétrole et que celui-ci ne serve pas uniquement à enrichir quelques capitalistes.

J'ai fini de faire appel à mes amis qui siègent à ma gauche. Je les appelle mes amis, car je les admire. Ils sont sur la bonne voie quoique, à mon humble avis, leurs connaissances en économie politique ne leur permettent pas de saisir parfaitement ce qu'on entend par la lutte des petites gens. Je m'adresse maintenant à la Chambre tout entière et au Gouvernement du jour, de qui relèvent ces deux entreprises nationales qu'on nomme les chemins de fer Nationaux du Canada et la Société Radio-Canada. Je les invite à se montrer dignes de la confiance et de l'appui de la population en ajoutant les pipe-lines à cette série d'entreprises de l'État, pour que celles-ci servent les intérêts de tous les Canadiens. Il y aura des pipe-lines de nos gisements pétrolifères à nos mines, nos usines et nos fabriques et ce pétrole servira aussi à nos entreprises de transport. J'invite le Gouvernement à supprimer le profit, ce mobile répugnant qui nous a réduits à l'impuissance lors de la dernière crise économique et qui nous affaiblira de nouveau si nous avons le malheur de subir une deuxième crise mondiale. Je l'engage à remplacer le profit, ce mobile répugnant, par un autre qui sied si bien à la civilisation moderne: servir le